

L'Université entre déclin et relance Pour des États généraux

Une crise globale

L'université, au Québec comme partout en Occident, traverse actuellement une crise majeure. Ce n'est pas la première bien entendu. Mais ce pourrait être la dernière si elle devait, à terme, se conclure par sa disparition sous la forme de l'institution de savoir et de sagesse qu'elle a incarnée au cours du dernier millénaire.

Cette crise au Québec se présente d'abord comme une crise financière. C'est sa dimension la plus visible, celle qui frappe davantage l'opinion publique. Elle se traduit par des déficits budgétaires considérables dans chacun des établissements. Elle se manifeste aussi dans le sous-financement chronique dont souffre l'ensemble du réseau, auquel il faudrait injecter une somme supplémentaire de 350 millions de dollars environ annuellement pour tout juste le mettre au diapason de son équivalent canadien. Elle s'exprime enfin dans les déboires spectaculaires provoqués par certaines aventures dans le développement immobilier dont l'Îlot Voyageur apparaît comme un révélateur exemplaire et une préfiguration annonciatrice des désastres à venir.

Une crise peut cependant en cacher une autre. La crise financière recouvre en effet une crise politique qui se cristallise dans les débats qui ont cours sur ce qu'il est convenu d'appeler la « gouvernance » des institutions. L'enjeu concerne la capacité des universités de s'administrer elles-mêmes et d'assumer concrètement leur autonomie. Cette capacité leur est refusée par les spécialistes autoproclamés de la gouvernance qui prônent, au nom de la compétence et de l'efficacité, une présence accrue et majoritaire du milieu des affaires dans leurs Conseils d'administration qui deviendraient du coup assimilables aux comités de direction des entreprises.

La gouvernance implique donc elle-même un enjeu plus large, d'ordre social et culturel, qui concerne le statut même de l'institution universitaire et la nature de sa mission. Celle-ci doit-elle demeurer ce qu'elle est essentiellement depuis l'origine, c'est-à-dire un lieu de production et de transmission de connaissances, un espace de réflexion libre et désintéressée ? Ou doit-elle se transformer en une entreprise comme les autres dont l'activité se déploie à partir d'un savoir entendu comme facteur productif stratégique dans le capitalisme globalisé ?

Dans la réalité concrète des orientations et des pratiques universitaires, le virage dans cette direction est déjà bien engagé. Et ce d'autant plus qu'il est supporté plus ou moins consciemment par plusieurs des acteurs du milieu, les administrateurs bien sûr, mais aussi par des professeurs qui en minimisent les conséquences, pourtant désastreuses, à terme, pour leurs propres pratiques d'enseignement et de recherche.

La crise n'est donc pas sectorielle et localisée. Elle est multifactorielle et pluridimensionnelle. Elle est globale et vitale dans la mesure où elle met en jeu toutes les dimensions de l'institution aussi bien que sa nature et ses raisons d'être. Elle appelle donc une prise de conscience collective qui pourrait, c'est une suggestion, prendre la forme d'États généraux.

À crise globale, solution globale

La formule des États généraux n'est pas miraculeuse. Mais elle peut fournir le cadre et l'occasion d'une réflexion commune aux acteurs d'un milieu et il lui arrive de favoriser des changements majeurs, voire de précipiter des révolutions, ça s'est déjà vu et plus d'une fois.

Dans le milieu universitaire, une organisation comme la Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'université (FQPPU) serait bien placée pour lancer une initiative de ce genre. Les syndicats et des associations de professeurs, de chargés de cours, d'étudiants, d'employés et de cadres (intermédiaires) devraient y être invités sans exclusive, abstraction faite des différends habituels liés aux intérêts de groupes et de chapelles. Les milieux syndicaux et associatifs, notamment ceux qui interviennent dans le monde de l'éducation, pourraient et devraient sans doute être également associés à l'entreprise.

Les administrateurs devraient-ils en être ? Ce n'est pas sûr, compte tenu, à de rares exceptions près, de leur appartenance idéologique, sinon sociale, à la classe dirigeante qui entend normaliser l'université et qui s'appuie sur eux pour mettre en place ses contre-réformes libérales.

Ce forum, tout à fait exceptionnel, justifié par la métamorphose inquiétante qui transforme de fond en comble l'institution, permettrait de discuter librement des grands enjeux actuels : nature et responsabilités de l'université, principes et pratiques de gouvernance, statut et place, notamment des professeurs et des étudiants, dans le système, statut et rôle des professeurs et des chargés de cours, conceptions de la recherche et de ses priorités, liens entre l'université et la société etc. La plupart de ces questions, comme on le verra, font l'objet d'un défrichage par les collaboratrices et collaborateurs de ce dossier d'À Bâbord mais elles demeurent bien entendu à approfondir et les États généraux pourraient être le lieu tout indiqué pour le faire.

Une rencontre de ce type pourrait donc favoriser des échanges productifs sur ces questions décisives et, idéalement, conduire à l'adoption d'orientations communes et de stratégies d'action partagées. Elle pourrait constituer un tournant marquant de la lutte contre la dérive de l'université et de sa relance sur des fondements repensés à la lumière de sa mission séculaire aussi bien que des préoccupations contemporaines.

L'idée est lancée. Il revient maintenant aux organisations qui possèdent les moyens financiers et opérationnels de la mettre en œuvre de prendre l'initiative avant qu'il ne soit trop tard et qu'il ne reste plus que le requiem d'une université défunte à entonner.

Jacques Pelletier
Normand Baillargeon